

Politique de sécurité sociale

La Suisse fait partie des pays les plus riches du monde. Cependant, le nombre de personnes menacées par la pauvreté augmente chaque année et l'écart des richesses se creuse. Un État social fort est nécessaire. Son rôle est non seulement de garantir les besoins matériels, mais aussi de diminuer les inégalités structurelles et de permettre une vie digne pour toutes. L'État est chargé de veiller à ce que la population puisse vivre sans contraintes financières et participer à la vie sociale. L'État doit garantir l'égalité des chances.

Les Jeunes Vert·e·x·s revendiquent :

- Une diminution et une flexibilisation de l'âge de la retraite
- Un financement solidaire des retraites anticipées afin qu'elles soient également accessibles pour les personnes à faibles revenus
- Une réduction significative des heures de travail hebdomadaires
- Qu'à terme, l'AVS, l'aide sociale et les prestations complémentaires soient remplacées par un revenu de base inconditionnel
- La fusion du 1^{er} et du 2^{ème} pilier par le biais de l'introduction d'une retraite populaire
- Un ensemble de mesures permettant de lutter contre la pauvreté des personnes âgées et de reconnaître le travail des proches aidantes (travail du *care*) au moyen d'une rente
- Que le montant de l'assurance invalidité soit fixé en fonction des besoins des bénéficiaires
- Que l'État mette à disposition des familles des écoles à horaire continu et des garderies à prix abordable
- Un soutien financier accru aux assurances sociales par les personnes fortunées, parexemple au moyen d'impôts sur la fortune ou sur les successions plus élevés, ou par le renforcement de la progressivité de l'impôt sur le revenu